Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **26 (1968)**

Heft 1

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Essai critique sur la notion de productivité [1]

Que la productivité soit une « fausse idée claire », l'analyse de François Schaller le prouve à chaque page. Il existe six façons différentes de la définir. Elles sont toutes également valables, car leurs auteurs envisagent tantôt le contenu et tantôt l'extension du concept, tantôt le résultat et tantôt l'intention, tantôt un facteur et tantôt une combinaison de facteurs de production. Il arrive même que la définition postule une loi économique. Ecrire productivité = pouvoir d'achat, c'est admettre, implicitement, la loi des débouchés.

Après avoir critiqué le vocabulaire, l'auteur examine la mesure du concept le plus généralement retenu (productivité brute ou spécifique du travail) et constate qu'on n'arrive en pure logique, à calculer convenablement ni le numérateur — production, ni le dénominateur — travail. Les théoriciens de la productivité ont essayé de tourner la difficulté en adoptant des formules plus complexes, et se sont retrouvés dans un océan d'incertitude.

La critique de Fr. Schaller a d'abord le mérite de « démythifier » une formule en vogue. Parlant de productivité, les économistes du plan ou de l'entreprise pensent souvent à autre chose, comme le profit ou le progrès technique. Qu'il eût fallu un slogan après la guerre pour rendre confiance aux Européens, ou les inciter à se mettre à l'école des Américains, c'est possible. Mais le slogan ne doit pas couvrir des politiques hasardeuses. Il ne suffit pas de prononcer le mot productivité pour que les revendications des salariés s'accordent avec les espérances de profit des entrepreneurs, ou pour qu'un pays voie augmenter régulièrement sa production, tout en plafonnant l'effectif de sa main-d'œuvre. De même, l'emploi du même mot ne suffira pas à accorder les défenseurs de l'exploitation paysanne, qui raisonnent sur la productivité à l'hectare, et les partisans d'une classe agricole aisée, mais restreinte, qui raisonnent sur la productivité par homme. En défendant un vocabulaire, l'économiste défend le caractère scientifique de sa discipline. L'auteur a d'abord le mérite du professeur qui ne s'en laisse pas conter.

Mais sa critique est aussi constructive. Après avoir dénoncé le verbalisme de ceux qui se servent du mot pour couvrir une marchandise douteuse, Fr. Schaller dégage d'une lecture attentive de Dayre, Fourastié... un certain nombre de leçons. Même s'il n'existe pas de définition rigoureuse de la productivité, on peut raisonner sur les causes et conséquences d'un meilleur rendement des forces productives. Suivant l'auteur, l'amélioration de la productivité tient plus à l'accumulation du capital qu'au progrès technique. Elle résulte plutôt d'une combinaison meilleure que de l'action isolée des facteurs de production. Elle ne peut pas résoudre la question sociale, mais elle peut favoriser un accord temporaire et limité entre partenaires sociaux. Elle ne suffit pas à juguler l'inflation, mais elle contribue à ralentir sa course.

---

[1] Fr. SCHALLER: *Essai critique sur la notion de productivité,* Librairie Droz, Genève, 1966.

A ces leçons de politique économique, l'auteur apporte une conclusion théorique qui va loin. Tant que le mobile économique sera la création de valeur, le succès d'une économie nationale s'appréciera autrement que par la production physique. L'évolution des méthodes en Union Soviétique indique clairement que la valeur n'est pas près d'être détrônée comme base du calcul économique.

JEAN VALARCHÉ
Professeur à l'Université de Fribourg

Histoire des faits économiques [1]

L'histoire économique relève par définition de deux disciplines d'esprit différent, elle est enseignée en France dans deux sortes de Facultés. Elle est venue tardivement dans les Facultés de droit et de sciences économiques. Le manuel du doyen Niveau est destiné à la deuxième année de licence et prend nettement parti pour un point de vue d'économiste. Ce choix mérite une grande attention: le contenu d'un manuel ne peut guère être original mais son inspiration le conduit à « pondérer » les problèmes tout comme les pays et les époques.

Le choix n'est pas exclusif et le contenu du livre le montre aisément. Les sources documentaires sont soigneusement détaillées et les historiens « professionnels » ne sont pas ignorés. Notons tout de même que la bibliographie de M. Niveau comprend beaucoup plus d'économistes que d'historiens et que les premiers sont cités plus souvent que les seconds. Mais on remarque avec plaisir que l'auteur a longuement pratiqué les économistes à la fois théoriciens et historiens, avant tout F. Perroux, mais aussi Marczewski et Schumpeter. C'est d'eux que M. Niveau tient l'idée que l'économiste adresse *certaines* questions à l'historien. Pour l'économiste, certains problèmes sont secondaires, d'autres paraissent suffisamment résolus. Il reste beaucoup de problèmes théoriques qui ont besoin pour leur solution d'une connaissance approfondie du passé. Le souci du général est évidemment louable et une énumération des principaux problèmes traités à la fois historiquement et économiquement indiquera le bien-fondé du choix de notre auteur.

1. L'influence du progrès démographique sur la croissance économique est traitée sur l'exemple anglais en généralisant à la société moderne.
2. Les conditions de l'invention sont traitées après l'exposé des progrès textiles et sidérurgiques anglais au XVIIIe siècle.
3. L'existence du « take off » est discutée d'après les croissances anglaise et française (la seconde montre qu'il peut y avoir croissance sans « take off »).
4. L'exposé des cycles est accompagné d'une discussion sur les relations de longue période entre les prix et la production.
5. L'histoire monétaire du XIXe siècle appelle la discussion sur le rôle de l'étalon or.
6. La description de la reconstruction française, après la Seconde Guerre mondiale, comporte une analyse de l'inflation contemporaine et une autre sur la coexistence plan-marché dans le système capitaliste contemporain.
7. L'exposé de la crise du dollar pendant ces dernières années est suivi d'une présentation de la controverse Rueff-Triffin sur les besoins en liquidités internationales.

[1] NIVEAU : *Histoire des faits économiques contemporains.* Collection Themis, 579 p., Presses Universitaires de France, Paris 1966.

C'est dire la richesse du livre où l'on trouve de l'histoire politique (par exemple l'avènement du collectivisme en Russie) et de l'histoire de la pensée économique aussi bien que l'énoncé des faits économiques passés et de leurs répercussions présentes. Je ne sais si l'étudiant s'en réjouira autant que le collègue : 579 pages dont les 136 premières en petits caractères !

Les limites de ce choix doivent être indiquées aussi. Puisque c'est un ouvrage d'économiste monétariste, il fait de la « macro-économie » plutôt que de la « micro ». Les problèmes sont vus à l'échelon national, non à celui de l'entreprise. Il y a peu de détails sur l'évolution des profits et des salaires. La deuxième partie ne contient pratiquement rien sur l'évolution sociale contemporaine, ou la troisième révolution industrielle (automation) qui modifie sensiblement les rapports patrons-ouvriers. Il semble que M. Niveau ait tourné son livre vers l'actualité, mais dans la mesure seulement où elle lui permet d'exposer des controverses théoriques, surtout monétaires. Le plan de l'ouvrage indique d'ailleurs les préférences. L'une des trois parties est consacrée entièrement à la période d'après 1939. Mais la moitié de cette partie traite de la reconstruction du système monétaire international. Il n'y a rien sur la décolonisation (accompagnée souvent d'un néocolonialisme qui importe beaucoup aux économies occidentales), ni sur l'industrialisation des pays *non* collectivistes, mais qui comptent de plus en plus pour l'économie mondiale, tels ceux de l'Amérique latine.

M. Niveau prévient dans son avant-propos que des lacunes sont inévitables. Il y en a très peu. C'est plutôt la pondération qu'on discutera. Fallait-il consacrer autant de place à la reconstruction du système monétaire international après 1939 qu'à la naissance et au développement du système collectiviste ? Oui si l'ouvrage est axé sur le système capitaliste. Mais la première phase de l'introduction contient le mot industrialisation et non le mot capitalisme. Est-ce que les crises du XIXe siècle méritaient seulement 47 pages contre 65 aux crises de l'entre-deux-guerres mondiale ? Est-ce que ces 47 pages devaient passer à une analyse individuelle des crises — Lescure l'a fait et les ouvrages américains récents que M. Niveau cite avec prédilection ne l'ont guère changé — ou bien fallait-il exposer les conséquences des crises — industrielles, sociales, structurelles ? Les trois parties du livre diminuent vite : 322 pages, 134, 72, et la première contient les 136 pages à 49 lignes ! En fait, la période d'après 1939 ne compte tout de même pas autant que la précédente, comme c'est normal. Le choix de 1939 comme charnière pose évidemment une question. Est-ce que la Seconde Guerre mondiale a été le point de départ d'une nouvelle époque, plus encore que la Guerre de 14-18 ?

Il y a peu de remarques à faire sur les jugements de fond de l'auteur. Il s'engage surtout sur les questions monétaires et expose brillamment, aussi bien les faits, comme la rivalité Londres-New York entre les deux Guerres mondiales, que les arguments invoqués pour et contre l'étalon or international. Après Bye, Perroux et Weiller, il dénonce le simplisme de certaines défenses et illustrations de l'étalon or. Le jeu des mécanismes est différent selon la structure de l'économie nationale : ainsi la hausse du taux de l'intérêt n'a pas le même effet suivant que le pays est débiteur ou créancier. Nous savons bien que l'influence de l'étalon or tenait à la puissance économique anglaise — autrement dit que l'Angleterre du XIXe siècle avait l'économie de sa monnaie. D'ailleurs cela ne prouve pas que le rôle de l'étalon or ait été secondaire. Les arguments invoqués ne sont pas convaincants. L'auteur fait mention (p. 266) de l'importance des réserves de devises en plus des réserves d'or, mais le chiffre cité de devises est cinq fois inférieur à celui des réserves d'or et la moitié de ces devises se trouvaient dans trois pays (Russie, Inde, Japon) qui dépendaient monétairement

des pays à grandes réserves d'or (Angleterre, France). De même, le fait que l'or se déplaçait peu ne signifie pas que son rôle soit secondaire, car la *perspective* qu'il se déplace peut suffire à provoquer le réajustement — de même que la perspective de perdre sa clientèle amène le vendeur concurrencé à faire le même prix que les autres.

Le jugement que la croissance russe a été sensiblement plus rapide que la croissance américaine (p. 505) m'a surpris. Je remarque que la date des démarrages est peu différente. En 1870 (démarrage russe d'après les chiffres cités par M. Niveau p. 102), les Etats-Unis n'étaient pas encore très productifs (v. chiffres p. 85). Tout le monde sait que l'écart des niveaux de vie actuel est très important et M. Niveau a noté qu'en 1955 la production industrielle soviétique représentait 23 % de la production industrielle américaine. Un autre jugement sur l'URSS m'a paru erroné. Le secteur agricole privé (enclos du kolklozin) n'est pas « très faible et peu rentable » (p. 486), d'après les chiffres officiels eux-mêmes, comme d'après R. Dumont cité par M. Niveau.

Ce qui est discutable est peu de chose en comparaison de ce qui est juste, profond et brillant. Certains « morceaux » comme les causes de la croissance européenne après la Seconde Guerre mondiale sont véritablement exemplaires. La documentation recueillie est énorme et présentée avec une parfaite clarté. Je ne me souviens pas d'avoir trouvé, dans le même ouvrage, des analyses aussi détaillées et éclairantes sur la croissance des économies française, anglaise, allemande, américaine, japonaise... L'ouvrage peut répondre à tant d'exigences qu'il marquera, à mon avis, une date dans la bibliographie de l'histoire économique.

J. VALLARCHÉ.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Publiée mensuellement en français, anglais et espagnol par le Bureau international du Travail.

Contient des articles et des informations sur des sujets d'intérêt international concernant le travail, l'utilisation des ressources humaines, la politique des revenus, les relations professionnelles et autres questions touchant les conditions de vie et de travail dans tous les pays.

Parmi les articles récents figurent:

Problèmes et politiques de l'emploi au Sénégal, par E. Costa

La formation professionnelle au Chili, par Agustin Alberti S.

Les grèves au Royaume-Uni: Statistiques et tendances récentes, par J. F. B. Goodman

Abonnement annuel: 24 francs suisses
Le numéro: 2,40 francs suisses

Envoi franco de port sur commande adressée au Bureau international du Travail, 1211 Genève 22.

Le gouvernement de l'entreprise et la délégation des pouvoirs [1]

Dans sa thèse de doctorat présentée à l'école des HEC de l'Université de Lausanne, M. Jacques-Olivier Rodieux soutient une conception selon laquelle l'entreprise n'est plus appelée à triompher par la vertu d'un seul homme, mais grâce à des compétences nombreuses judicieusement associées. Il est ainsi amené à faire une distinction entre l'entreprise et son encadrement d'une part, et l'homme au service de l'entreprise d'autre part.

Dans une première section consacrée à l'entreprise et aux méthodes de commandement, l'auteur définit d'abord les concepts d'entreprise et de commandement, que chacun semble connaître, mais que personne n'est en mesure de cerner d'une manière réellement scientifique. Dans une seconde section, l'auteur aborde la notion de structure hiérarchique dans l'entreprise, en énumère les éléments constitutifs et les caractéristiques, puis le fonctionnement, et passe ensuite à l'étude de leur évolution historique et de leur adaptation dans l'entreprise. Ce n'est que dans la troisième section que M. Rodieux aborde véritablement le problème qui constitue le centre de son étude, celui de la délégation des pouvoirs; après l'avoir définie comme le moyen pour le chef de prolonger son action ou quelque aspect de sa personnalité au travers des individus dépendant de lui, l'auteur étudie les caractéristiques et la justification de la délégation à travers son origine et sa motivation. Dans les quatrième et cinquième sections, partant du général pour arriver au particulier, l'auteur analyse les effets de la délégation des pouvoirs sur l'économie en général — mobilisation des ressources affectives et intellectuelles de l'homme au service de la collectivité, restauration d'un idéal collectif — et l'importance qu'elle revêt en économie de l'entreprise, notamment en fonction de la politique d'information. Il examine ensuite les avantages qu'elle offre aux intéressés et les servitudes qu'elle leur impose. La section six est consacrée aux principes de base de la délégation des pouvoirs; l'auteur y examine les moyens auxquels on a déjà recouru pour améliorer le statut des salariés, nous expose l'esprit dans lequel il faut déléguer les pouvoirs, puis la technique qu'il faut adopter, enfin les paliers d'influence et la trilogie « erreur — cause — responsable », démontrant comment l'erreur peut servir de point de départ à un enseignement trop souvent négligé. L'auteur termine cette partie de son ouvrage par l'étude de tout ce qui est de nature à traduite la délégation des pouvoirs en éléments concrets, à savoir l'organigramme, les tableaux d'organisation et le cahier des charges. Dans une dernière section consacrée aux incidences psychologiques de la délégation des pouvoirs, l'auteur conduit son analyse en termes d'organisation et de relations humaines et conclut son étude par un tableau des conséquences néfastes que peut entraîner la non-délégation des pouvoirs.

Cette thèse remarquable intéressera tous ceux qui, à des titres divers, remplissent les fonctions délicates de chef.

V. CARRARD

L'Ambassade permanente [2]

On a regroupé sous ce titre un certain nombre des conférences qu'a prononcées F.T. Wahlen au cours d'une période qui va de 1952 à 1965. Pour ne prendre que cette période, rappelons qu'en 1952 M. Wahlen est haut fonctionnaire de la FAO, dont il deviendra directeur-adjoint en 1958. Elu au Conseil fédéral le 11 décembre de cette même année,

---

[1] JACQUES-OLIVIER RODIEUX: *Le gouvernement de l'entreprise et la délégation des pouvoirs*, Ecole des HEC, Lausanne, 1967, 370 p.

[2] WAHLEN, F.T.: *L'Ambassade permanente*, Edition l'Age d'Homme, Lausanne, 1966.

il y reprend d'abord le Département fédéral de justice et police, puis le Département de l'économie publique, et enfin, à partir du 1er juillet 1961, le Département politique.

C'est surtout de cette dernière période que datent les conférences reproduites dans « L'Ambassade permanente ». Elles n'y sont d'ailleurs pas classées chronologiquement (comme cela a été fait pour un recueil analogue mais non identique publié en langue allemande en 1966 sous le titre « Dem Gewissen verpflichtet »), mais selon un ordre qui répond mieux à l'objectif de l'ouvrage qui est de rendre plus accessible les grands thèmes de la pensée. C'est ainsi que les premières conférences sont groupées sous le titre de « la personne et la politique ». On y trouve soulevés, au travers de discours tels « que la prospérité et la dignité de l'homme », « Responsabilité chrétienne envers le tiers monde », « Nos responsabilités actuelles envers l'Etat », des thèmes qui tournent principalement autour du problème de la dignité et de la responsabilité de l'homme dans le monde et la société modernes. Dans une seconde partie, « La Suisse et le monde », ce sont dans une certaine mesure les mêmes problèmes qu'on retrouve, mais l'attention est cette fois plus particulièrement attirée sur leur dimension politique, et les thèmes de « coopération » et de « dialogue » passent au premier plan, coopération et dialogue nécessaires sur le plan national (« et maintenant, chers Jurassiens... ») comme sur le plan international (« La Suisse dans le monde », « La Suisse et l'Europe », « La Croix-Rouge et la Confédération suisse »,...).

Signalons encore que ce recueil est complété par un tableau des sources, et introduit par deux textes présentant l'un « F.T. Wahlen, créateur du Plan Wahlen (plan d'extension des cultures mis en œuvre pendant la guerre), dû à la plume d'Alfred A. Häsler, et l'autre « F.T. Wahlen, le magistrat », par Georges Perrin. L'avant-propos, enfin, est de l'auteur lui-même, qui s'attache une fois de plus à nous rappeler la qualité unique et infiniment précieuse de notre héritage national, caractérisé par l'existence des divers groupes linguistiques appelés à collaborer constructivement au travers d'institutions telles que le fédéralisme et la démocratie directe, et par la nécessité continuelle de trouver le « juste milieu », la « concordance fédérale ».

SYLVIA BUCHLI

L'attraction de Paris sur sa banlieue[1]

L'étude de sociologie urbaine, « L'attraction de Paris sur sa banlieue », résulte d'un travail entrepris par le Centre d'Etudes des Groupes Sociaux à la demande du Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité et de la Délégation générale au district de la région de Paris. Ce travail est intéressant au double point de vue de son objet et de l'esprit qui a présidé à sa réalisation.

Quant à son objet, le présent ouvrage se propose de contribuer à apporter des éléments de réponse au problème que soulève la nécessité pratique de trouver, dans un avenir plus ou moins proche, des nouvelles structures pour une agglomération de 8 millions d'habitants, caractérisée par l'expansion continue et quasi uniforme de l'urbanisation à sa périphérie, accentuant à l'extrême sa structure radioconcentrique et les déséquilibres qui en résultent. Ce problème, les auteurs s'y attachent en formulant deux questions: est-il vraiment possible de contrecarrer le pouvoir attractif de Paris sur la banlieue par la création d'équipements périphériques? Une meilleure répartition géographique des équipements

[1] CORNUAU, C., IMBERT, M., LAMY, B., RENDU, P., RETEL, J.: *L'attraction de Paris sur sa banlieue. Etude sociologique.* Les Editions Ouvrières, Collection « L'Evolution de la vie sociale », Paris, 1965.

peut-elle améliorer les conditions de vie des habitants de la banlieue? Dans cette perspective, ils procèdent à une enquête par sondage sur la base d'échantillons comparatifs de population résidant dans différents secteurs de banlieue et dans certains quartiers urbains, enquête organisée autour des quatre thèmes suivants: les attitudes à l'égard de Paris et des différentes zones de la banlieue; les relations sociales à Paris et en banlieue; les tendances générales de la vie de loisir; les habitudes d'achat. Le diagnostic qui se dégage en fonction de ces divers critères permet assez clairement de conclure en faveur d'une restructuration fondée sur l'édification d'une armature urbaine nouvelle à l'intérieur des limites de la présente agglomération. On aurait alors un schéma où la région de Paris deviendrait assimilable à une fédération d'agglomérations dont chacune possèderait un cœur assez développé pour subvenir à l'essentiel des besoins de ses membres. Ce projet, dont les difficultés d'ordre technique, financier et politique n'échappent pas aux auteurs, est cependant basé sur la ferme conviction que le phénomène de radio-concentrisme n'est pas dangereux en lui-même, mais seulement dans ses conséquences habituelles, c'est-à-dire spontanées, et qu'il peut être infléchi par l'avènement d'un urbanisme volontaire.

Cette dernière considération nous conduit à attirer l'attention sur l'esprit dans lequel cette étude a été menée, et qui est remarquable dans la mesure où il procède d'une volonté de collaboration, qui tend à se développer dans la région parisienne, entre chercheurs d'une part et responsables des services publics d'autre part, en vue de recherches qui se situent à mi-chemin entre l'étude appliquée d'une question très localisée et qui doit être réalisée à court terme, et la recherche complètement libre du type de celles effectuées par le CNRS. L'attraction de Paris sur sa banlieue est donc étudiée ici dans une optique qui veut tenir compte à la fois des nécessités de l'action pratique et du souci du chercheur qui est de progresser dans la découverte. Et il semble bien que le sujet choisi, tout comme la méthode appliquée — enquête empirique portant sur des échantillons relativement étendus et présentant ainsi un maximum de garantie dans le contrôle des résultats — constituent des prémisses particulièrement favorables à l'exécution d'un travail destiné à profiter non seulement à la sociologie urbaine mais aussi à l'urbanisme.

SILVIA BUCHLI

Progrès agricole et maîtrise de l'eau: le cas du Pakistan [1]

L'auteur de cet ouvrage, M. Gilbert Etienne, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève, poursuit deux buts: tout d'abord préciser la place et l'importance de l'agriculture dans le processus de croissance économique, ensuite analyser l'influence de l'eau sur la production agricole.

Dans un premier chapitre consacré aux conditions du progrès agricole, l'auteur nous rappelle d'abord que l'agriculture doit atteindre un palier minimum de sécurité pour permettre à l'économie de se renforcer; ceci étant posé, son développement dépendra de deux facteurs de base qui sont les hommes et les conditions naturelles; parmi celles-ci, le rôle de l'eau est prépondérant et se manifeste par la pluviosité et les techniques d'irrigation dont l'un des avantages principaux est de constituer un préalable à l'utilisation des engrais chimiques.

Dans un second chapitre, M. Etienne nous présente les données de base du Pakistan et nous décrit tout à tour: le cadre politique, les caractéristiques principales de l'évolution

[1] GILBERT ETIENNE: *Progrès agricole et maîtrise de l'eau: le cas du Pakistan.* PUF, Paris, 1967, 187 p.

démographique (dont l'auteur se demande si la prévention des naissances ne permettrait pas de ralentir le mouvement accéléré); le deuxième plan, axé sur le secteur alimentaire et qui a remporté un certain succès; les deux provinces orientale et occidentale enfin, très éloignées, qui souffrent d'une grande disparité économique, laquelle est encore trop souvent une source de conflits politiques.

La suite de l'ouvrage est consacrée au Pakistan occidental: l'auteur y situe le cadre géographique de la province, rappelle l'évolution du bassin de l'Indus sous les Britanniques et constate l'influence du comportement des hommes sur les résultats obtenus par les mêmes types d'irrigation. Il aborde ensuite les problèmes hydrauliques affrontés par cette partie du pays et qui sont notamment la prévention des inondations, l'extension des surfaces cultivées et irriguées, le réaménagement des canaux, la lutte contre la salinité et la progression de la petite irrigation. Les remarques générales présentées dans ce chapitre sont illustrées par quelques exemples pratiques, tels le projet de mise en valeur du Thal, région très déshéritée, et la lutte contre la salinité dans les districts de Sheikhupura et Sargodha.

Dans un sixième chapitre, l'auteur étudie l'évolution du Pakistan occidental du deuxième au troisième plan quinquennal. Il consacre la suite de l'ouvrage au Pakistan oriental, nous présentant tour à tour l'arrière-plan historique, la terre et les hommes, les structures agraires, le régime des cultures; il s'attaque ensuite aux problèmes hydrauliques de ce pays dont la situation dans ce domaine se résume à un excès d'eau pendant la mousson et à une insuffisance en saison sèche; ces problèmes étant posés, une stratégie s'est élaborée, qui repose sur l'application d'un plan à long terme dont le but est d'assurer la protection et l'irrigation des surfaces cultivées. Après avoir fait l'inventaire et la critique des premières réalisations de ce plan, l'auteur étudie, dans un chapitre neuvième, l'encadrement rural et la petite irrigation et nous fournit les exemples de Comilla et de Gaibanda. Il passe ensuite à la description du Pakistan oriental du deuxième au troisième plan quinquennal et tire enfin les leçons de l'expérience pakistanaise: malgré sa reprise, l'agriculture reste très vulnérable et un soutien massif de l'étranger est indispensable.

La lecture de cet ouvrage excellent est recommandée à tous ceux qu'intéressent les problèmes qu'affrontent les pays en voie de développement.

V. CARRARD

Les deux visages de Tass. Analyse d'une agence de presse [1]

Bien que Theodore E. Kruglak, auteur de cet ouvrage dont la publication date de 1962, soit un spécialiste de la science journalistique (il a été, en particulier, président du Département de journalisme de l'Université de Long Island, USA), son propos dans l'étude présentée ici dépasse le cadre de la science des « mass-media » pour tenter de contribuer à celle des relations et de la politique internationales.

A ce double point de vue, l'ouvrage de Kruglak vient certainement combler une lacune. On avait jusqu'ici très peu de données sur ce qu'est l'agence Tass et sur la manière dont elle fonctionne, mis à part le texte russe d'un cours utilisé aujourd'hui encore à la Faculté de journalisme de l'Université de Moscou, où il était professé à l'époque par N. G. Palgunov, directeur de Tass de 1943 à 1960 (« Tass and its role. Principles of newspaper information », Moscou 1955). Kruglak se réfère amplement à ce texte, cela en particulier dans ses cha-

[1] THEODORE E. KRUGLAK: *The two faces of Tass. An analysis of the Soviet News Agency.* University of Minnesota Press, Minneapolis, 1962.

pitres relatifs au mode de fonctionnement de l'agence soviétique, à sa structure, à ses rapports avec les agences des pays satellites, à la formation journalistique de son personnel et à la manière dont les correspondants de Tass travaillent. Une seconde source importante de l'étude de Kruglak est celle constituée par les multiples entretiens et entrevues qu'il a eus avec diverses personnalités du monde de la presse qui ont été d'une manière ou d'une autre en relations avec Tass. Ces souvenirs et expériences personnels rendent particulièrement vivants les chapitres historiques de l'ouvrage (« les origines de Tass », « les hommes qui ont fait Tass »), ainsi que ceux consacrés aux relations entre Tass et les agences occidentales (surtout les agences américaines).

A ces chapitres plus particulièrement intéressants pour qui étudie ou enseigne le journalisme succède une partie relevant plus spécifiquement de la science des « mass-media ». Se servant des archives mêmes de Tass mises à sa disposition, Kruglak tente en effet de mettre en lumière la manière dont Tass traite les informations. Une minutieuse étude de contenu portant sur les nouvelles transmises et reçues par Tass du 31 octobre au 6 novembre 1959 permet à l'auteur de caractériser une série d'images: l'image des Etats-Unis telle qu'elle est transmise à Tass par son bureau de New York, la projection de cette image retransmise par Tass à ses abonnés, l'image que donne Tass des relations est-ouest, et enfin l'image que donne Tass de l'URSS.

Un seul chapitre est consacré au second visage de Tass auquel il est fait allusion dans le titre et par quoi on entend le rôle que l'agence a pu jouer en tant que couverture pour des opérations relevant des services secrets. Après avoir examiné longuement une série de scandales à l'appui de cette thèse, Kruglak conclut cependant que, si des pratiques de ce type ont eu cours sous Staline (surtout pendant la période de 1948 à 1952), il est fort improbable qu'elles se soient poursuivies: les impératifs d'un bon journalisme, exactitude et rapidité, imposent un rythme de travail tel qu'il permet difficilement des activités annexes dans le domaine de l'espionnage.

Et c'est également en regard de l'importance grandissante de ces impératifs de qualité que Kruglak, dans sa conclusion (« Tass coexistence »), pose la question du rôle de l'agence dans les relations internationales, et lui attribue, malgré ses défaillances, celui d'instrument propre non seulement à maintenir le contact, mais aussi à contribuer à la compréhension, et partant, à la coexistence.

SYLVIA BUCHLI.

Le pétrole [1]

Ce livre ne prétend pas être un ouvrage de spécialiste. Les deux auteurs, professeurs à l'Ecole nationale supérieure du pétrole et des moteurs, visent plutôt le but de servir et d'augmenter les connaissances du grand public et des étudiants dans le domaine des hydrocarbures et de l'industrie pétrolière.

La première partie de cet ouvrage est consacrée à l'étude de la géologie, de la prospection et de l'exploitation du pétrole; les auteurs nous y présentent la composition et la genèse des hydrocarbures, exposent leur localisation en gisements ainsi que les techniques d'exploration et d'exploitation qui permettent à l'homme de les découvrir et de les amener à la surface du sol. Le rôle prépondérant que jouent les hydrocarbures dans notre civilisation moderne en tant que source d'énergie et matière première amène les auteurs à nous livrer

[1] J. FLANDRIN et J. CHAPELLE: *Le pétrole*. Ed. TECHNIP, 2, rue Lubeck, Paris, 1961, 372 p.

leur opinion quant aux perspectives d'avenir du pétrole: selon eux, de nombreuses raisons permettent d'avoir confiance dans le développement et le résultat des recherches futures et de considérer l'avenir avec un solide optimisme.

La seconde partie est consacrée à la répartition géographique des principaux gisements d'hydrocarbures; nous y apprenons notamment que si des gisements exploitables existent dans les diverses parties du monde, la presque totalité des réserves et des productions actuelles est l'apanage de quelques pays ou groupes de pays, tels le Moyen-Orient, bon premier avec 25 millions de mètres cubes, les Etats-Unis, l'URSS et le Venezuela, qui renfermaient à eux seuls en 1960 le 90 % des réserves mondiales. Ces chiffres, indiquant les possibilités pétrolières actuelles des différents pays cités, ne signifient cependant pas que toutes les richesses en hydrocarbures du monde y soient concentrées; ils témoignent plutôt, selon les auteurs, de l'effort de prospection et d'exploitation de ces divers pays et peuvent être largement modifiés dans les années à venir. La fin de cette seconde partie est plus particulièrement consacrée aux recherches de la France métropolitaine et d'outre-mer.

L'étude se termine par la présentation d'un panorama de l'industrie du pétrole dans le monde. Les problèmes du stockage et du transport du pétrole, de son raffinage et de l'industrie pétrochimique, le prodigieux développement des emplois du gaz naturel, les positions respectives des principaux groupes pétroliers dominant le marché mondial, le cas particulier de l'industrie française du pétrole y sont tour à tour exposés.

Ce livre, complété d'une bibliographie, de cartes et de statistiques, présente intérêt et utilité pour le grand public aussi bien que pour les étudiants et les techniciens non spécialisés.

V. CARRARD.

Calcul économique en agriculture [1]

Un véritable calcul économique en agriculture est-il possible ?

Dans son livre intitulé « Calcul économique en agriculture », Ph. Mainié, maître de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique, répond par l'affirmative. Il estime, fort justement, que le faible poids de l'agriculture dans la société industrielle et le petit nombre de personnes actives dans ce secteur ne constituent pas des arguments suffisants pour justifier un attentisme béat.

Il importe de réagir: il ne s'agit plus seulement de prévoir les évolutions, mais aussi de savoir comment agir pour les infléchir en fonction d'un but logique et clairement exprimé. C'est donc un problème de transmission d'informations et d'organisation, depuis les entreprises qui vendent jusqu'à celles qui produisent. L'acceptation de cette réalité est la condition préalable pour permettre à une véritable planification de voir le jour.

Cette planification, selon Ph. Mainié, ne peut être maîtrisée que par l'introduction de la recherche opérationnelle en agriculture. Bien qu'il soit conscient de l'imperfection des outils actuels de programmation, il estime que les modèles linéaires (programmes linéaires et jeux) peuvent rendre d'appréciables services.

Ainsi, l'auteur se limite à l'étude des modèles linéaires. Il explique son choix par trois raisons. Tout d'abord, les tableaux à double entrée ont l'avantage de décrire aisément les échanges et les interdépendances entre agents et facteurs. Leurs nombreux usages témoignent de l'intérêt que présente ce genre de description. Un autre avantage de cette pratique

[1] PH. MAINIÉ: « *Calcul économique en agriculture* », Dunod, Paris, 1965.

provient de l'étroite parenté entre programmes linéaires et théorie des jeux. Aucune différence conceptuelle ne les sépare. Enfin les modèles linéaires permettent de répondre à toutes sortes de situations: présence ou non d'adversaires, écoulement du temps, incertitude sur les données...

Afin de faciliter leur compréhension, Ph. Mainié progresse du simple au compliqué. Dans ce domaine, son ouvrage est une œuvre de pionnier, d'avant-garde. Il ne se borne pas à mettre en évidence l'efficacité de la recherche opérationnelle en agriculture. Son ambition est beaucoup plus vaste. Après une description des techniques de programmation, avec leurs caractéristiques et leurs limites, tant sur le plan de la firme que sur celui de la nation, il nous propose leur application dans la théorie économique de la production et dans la théorie des choix et des décisions économiques, ainsi que dans la formation et le rôle des prix.

Ph. Mainié est confiant en l'avenir de sa méthode. Lorsque les ressources sont rares, il est important de les employer le mieux possible. Or, la recherche opérationnelle a pour ambition de définir l'allocation optimale de ressources rares ou la combinaison optimale d'activités, qui rend l'avantage recherché le plus grand, lorsque nos ressources existent en quantité limitée. Exemples à l'appui, il nous démontre la validité des hypothèses d'emploi de la programmation linéaire en agriculture et l'analogie de cette programmation avec le calcul marginaliste.

L'œuvre de Ph. Mainié présente, par contre, des risques. Le champ d'application est nouveau. Si la méthode proposée s'est introduite, assez tôt, aux Etats-Unis, elle n'est encore qu'à l'état embryonnaire en Europe. Son application pratique se heurtera à de nombreuses difficultés. Nous ne citerons que les principales: aléas climatiques, nature particulière des phénomènes biologiques, manque de contrôle des hommes sur les techniques agricoles. Le laisser-faire ne conduira pas non plus à la meilleure solution des problèmes agricoles.

Le mérite de l'ouvrage « Calcul économique en agriculture » est de n'avoir pas craint ces risques. Il semble, au contraire, qu'ils méritent d'être courus. C'est, à notre avis, l'unique chance de faire progresser l'économie agricole en introduisant la recherche calculée dans les choix des décisions.

La recherche opérationnelle a déjà obtenu ses titres de gloire. L'adapter à l'agriculture sera une œuvre de longue haleine, mais passionnante.

C'est la raison pour laquelle cet ouvrage, précurseur en la matière, peut être considéré comme une contribution efficace à l'apparition d'une agriculture pleinement intégrée aux circuits commerciaux.

J. VALARCHÉ.

L'entreprise agricole [1]

La masse des agriculteurs a pris conscience qu'elle appartenait à un monde économique peuplé d'entreprises qui luttent pour se partager le marché. Il n'est en effet plus possible aujourd'hui à l'agriculteur de continuer une vie d'autarcie familiale; il doit produire pour vendre, conquérir les marchés, renter au maximum des capitaux rares et chers. C'est pourquoi, l'agriculteur qui s'engage dans cette voie doit se reconvertir, ainsi que son exploitation. Mais une foule de problèmes nouveaux se pose alors à lui, qu'il est souvent bien emprunté de résoudre.

[1] R. LAUNAY, G, DEBROISE, J.-P. BEAUFRÈRE: *L'entreprise agricole*, Armand Colin, Paris, 1967, 368 p.

C'est pourquoi les auteurs du présent ouvrage se sont penchés sur les problèmes de l'entreprise agricole en tant que cellule économique. Leur but est de donner à l'agriculteur un instrument pour accéder à la plénitude de ses fonctions d'entrepreneur et de chef d'entreprise.

Dans une première partie, les auteurs tentent de découvrir la réalité qui se cache derrière l'entreprise agricole, de définir ses éléments constitutifs et leurs relations réciproques; enfin, ils étudient les questions que pose la rentabilité de l'entreprise agricole et les problèmes auxquels son chef doit faire face.

La seconde partie est consacrée à l'analyse méthodique de l'entreprise, dans l'optique de la responsabilité de la décision à tous les niveaux. Les auteurs nous y présentent notamment: l'organigramme technique, qui met en évidence l'interdépendance et la complémentarité des différents aspects de l'activité technique; l'étude du produit, des charges, des coûts de production, de la fonction financière et de la fonction sociale.

Dans la suite de l'ouvrage, les auteurs prennent la place du chef d'entreprise, tentent de juger celle-ci au travers des décisions passées, pour proposer des objectifs devant servir de fondement à l'élaboration des décisions à venir; pour atteindre ce but, ils montrent comment poser le diagnostic de l'entreprise, rechercher la « marge de progrès » — définie comme la différence entre les effets obtenus dans le passé et les effets qu'il est possible d'obtenir présentement — pour élaborer ensuite un programme d'action mettant en évidence un résultat prévisionnel qui sera vérifié par la technique du contrôle des écarts.

La quatrième partie montre quelques exemples d'application du raisonnement construit tout au long de l'ouvrage à la gestion de divers types d'exploitations ou à la résolution de certains problèmes les concernant. Parmi ces exemples d'application, nous pouvons notamment relever l'élevage des herbivores, les cultures maraîchères, les vignes et les vergers.

Cet ouvrage, complété de nombreux tableaux et figures explicatifs, sera d'une grande utilité à tous ceux qu'intéressent, de près ou de loin, les problèmes de l'entreprise agricole moderne.

V. CARRARD.

L'analyse financière en Europe[1]

L'ouvrage de MM. Larcier et De Vuyst tire son origine d'un cours établi pour les services de la Banque Lambert en vue de la formation de ses analystes financiers. Il est complété par une série de notes techniques complémentaires rédigées au fur et à mesure, pour tenir compte de l'amélioration progressive de l'information fournie par les sociétés dans les divers pays d'Europe. Ce livre se veut donc un essai de coordination des techniques dans le domaine de l'analyse financière. Dans un premier chapitre consacré aux valeurs mobilières, les auteurs rappellent brièvement certains aspects nécessaires à une analyse des différents titres émis par une société et classent ces valeurs en trois catégories fondamentales: actions, obligations et valeurs mobilières « mixtes », la caractéristique essentielle de ces dernières étant qu'elles peuvent changer de forme juridique au cours de leur existence; les différentes lois régissant ces papiers-valeurs sont étudiées avec détails et exemples pour chaque pays du Marché commun.

---

[1] RAYMOND LARCIER et ROGER DE VUYST: *L'analyse financière en Europe*. Librairie Encyclopédique, Bruxelles, 1967, 452 p.

Pour apprécier le rôle et la signification des différents types de titres utilisés pour le financement d'une société, il est indispensable de considérer les principes qui président à un tel financement; c'est pourquoi les auteurs s'attachent, dans la suite de leur ouvrage, à étudier le problème du capital dans l'entreprise privée: ils analysent les problèmes de financement dans leur cadre général, tentent de définir le coût du capital propre et étranger, aboutissant ainsi à la notion de coût d'opportunité; ils présentent ensuite le calcul du coût moyen des fonds employés, après avoir fort justement remarqué que la décision d'investissement dépend plus d'une comparaison entre son rendement et le coût du capital que d'une comparaison avec les rendements des investissements précédents. Cette partie se termine par l'étude de l'influence du risque et l'appréciation de la politique financière de l'entreprise.

Le chapitre trois, consacré à l'étude des bilans, reprend très en détail toutes les rubriques que l'on trouve dans de tels documents, non sans nous rappeler la relativité de la « vérité » qu'ils peuvent contenir. L'analyse d'un bilan, si intéressante qu'elle soit, ne permet cependant guère d'aboutir à des conclusions très utiles si elle n'est complétée par des tableaux permettant de comparer les éléments financiers successifs d'une même entreprise ou d'entreprises différentes; c'est pourquoi l'ouvrage nous introduit aussi à l'usage des tableaux de sources et utilisations de fonds et de financement.

Après avoir rappelé que l'étude des comptes de résultats est la pièce maîtresse de l'analyse financière parce qu'ils constituent la mesure du succès de l'entreprise, les auteurs nous présentent les cas particuliers des mines d'or, des entreprises du secteur financier, notamment les banques et les assurances.

Le chapitre sixième, consacré au calcul du résultat par action, introduit le lecteur à la notion de bénéfice par action, seule information représentant une réalité pour l'actionnaire.

Le livre se termine par l'analyse des coefficients comptables, des rapports boursiers, de l'évaluation des actions et de l'étude du marché.

Plus qu'un ouvrage de référence, c'est un véritable livre de chevet pour comptables, analystes financiers, chefs d'entreprise qui nous est offert.

V. CARRARD.

Colloque international sur l'épargne et sur le financement des équipements collectifs [1]

Le colloque international sur l'épargne et sur le financement des équipements collectifs organisé par la Caisse des Dépôts et Consignations à l'occasion de son cent cinquantenaire s'est déroulé à Paris du lundi 3 au vendredi 7 octobre 1966. Les sujets traités et les allocutions prononcées font l'objet d'une luxueuse édition en trois volumes, rédigés en français, en anglais et en allemand.

Le premier tome est consacré à une introduction générale et à la synthèse des sujets traités.

Le second volume restitue les comptes rendus in extenso des rapports, communications écrites et discussions auxquels le thème de l'épargne a donné lieu sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Les sujets qui ont été traités dans ce domaine sont notamment: le rôle et l'importance des caisses d'épargne et des instituts bancaires dans les pays occidentaux, rôle qui n'a cessé de croître au XXe siècle, essentiellement en Allemagne fédérale;

[1] *Colloque international sur l'épargne et sur le financement des équipements collectifs.* Caisse des Dépôts et Consignations, Paris 1967, 1604 p.

le rôle des caisses d'épargne dans les premières étapes du développement qui, bien que fondamental, n'a pas encore reçu l'attention nécessaire dans les pays intéressés; le présent et l'avenir des caisses d'épargne en France, instituts qui souffrent de la désaffection du public et risquent de voir leur situation se détériorer en vertu du principe de la spécialisation des établissements; le rôle des intermédiaires financiers sur le marché des capitaux américains; la forme et la collecte de l'épargne individuelle en Europe orientale, épargne qui ne couvre que dix pour cent des investissements, mais dont la collecte et l'emploi sont mieux contrôlés dans le système de la planification socialiste; le rôle des organismes centraux des caisses d'épargne, très diversifiés à l'intérieur du Marché commun.

Le troisième tome est consacré aux débats et exposés qui ont eu lieu sur le problème du financement des équipements collectifs; dans ce volume, nous pouvons relever les thèmes suivants: les modalités du financement des équipements locaux; le financement des activités des autorités locales et l'intervention des organismes de Crédit communal, qui alimentent les communes par des capitaux obtenus sur le marché par l'émission d'emprunts obligataires et par le moyen des dépôts d'épargne; le financement du logement en Europe occidentale, caractérisé par la différence d'amplitude de l'aide gouvernementale; les problèmes posés par le financement des équipements dans les grandes agglomérations, thème qualifié par le rapporteur lui-même de très nébuleux.

Chacun des deux derniers volumes se termine par l'allocution de clôture des présidents de séance, M. Giscard d'Estaing pour le thème de l'épargne et M. Pierre Massé pour le thème du financement des équipements collectifs.

La liste complète des participants figure à la fin du premier tome. Ce colloque a permis de réunir une somme assez extraordinaire de connaissances et d'expériences pour qu'il mérite l'édition dans les trois langues parlées par les participants. C'est pourquoi les livres auxquels il a donné naissance seront une source d'enrichissement pour les banquiers, les financiers, les économistes, les cadres administratifs et gouvernementaux de partout.

V. CARRARD.

Les communes populaires rurales en Chine[1]

Après nous avoir rappelé que les renseignements que l'on peut obtenir sur la Chine peuvent être souvent sujets à caution, l'auteur de cet ouvrage intéressant commence par préciser cette opinion en faisant remarquer que les faits portés à notre connaissance donnent tout de même une idée assez proche de la réalité. Remarquons également que pour cette étude, l'auteur se place plus particulièrement sur le plan de l'économie sans oublier cependant que, dans tout fait social, on ne peut faire abstraction des divers aspects d'une même réalité.

Le chapitre préliminaire, consacré au contexte historique, nous apprend que les communes rurales sont nées en Chine avec le printemps 1958, au moment où la campagne chinoise venait d'achever sa collectivisation.

La première partie fait état des conditions générales de l'économie rurale dans la Chine d'aujourd'hui; le premier problème qui y est abordé est celui de la socialisation des campagnes, due au premier chef au concept doctrinal selon lequel la propriété privée des

[1] THÉRÈSE PANG: *Les communes populaires rurales en Chine.* Editions Universitaires, Fribourg 1967, 208 p.

moyens de production est cause de la lutte des classes; cette socialisation peut revêtir diverses formes, notamment la propriété par le peuple entier, la propriété collective et la propriété privée, extrêmement restreinte. Le second problème qu'il nous est permis d'étudier est celui de la planification de l'économie: l'auteur nous présente le plan, loi fondamentale de l'économie chinoise et nous entretient de son application. Le troisième volet de cette première partie concerne la mobilisation des masses, qui transforme l'agriculture en secteur de base de l'économie et remplace les capitaux techniques insuffisants.

Dans une seconde partie consacrée à l'analyse des communes chinoises, l'auteur étudie tour à tour le fondement double de celles-ci — idéologique et économique —, les attributions générales des communes, attributions à caractère économique, politique, social, militaire, l'organisation communale dans son cadre juridique, interne, administratif, enfin la structure économique des communes, caractérisée par ses dimensions considérables et la division des attributions.

Le fonctionnement des unités de production fait l'objet de la troisième partie de l'ouvrage, où l'auteur nous apprend à connaître l'organisation de la production à travers l'organisation du travail — collectif ou personnel — l'étude de l'outillage agricole, des systèmes de culture et de la réforme des techniques. Il passe ensuite à l'examen de la rémunération du travail et des échanges extérieurs, qui englobent les relations économiques et socio-culturelles.

La quatrième partie du livre est consacrée à la portée économique et sociale des communes rurales. L'auteur y aborde notamment la situation de l'agriculture, sa contribution au développement national, le développement de la production agricole, l'épargne privée et les contributions fiscales, le marché, la politique agricole, le rôle des désastres naturels, la dimension de l'exploitation, la centralisation et l'industrie communales. L'ouvrage se termine par l'étude de la portée des communes sur le plan social — les réalisations se sont montrées très modestes dans ce domaine — et sur le plan politique — consécration de la fusion de l'autorité formelle des cadres administratifs représentant le pouvoir central et de l'autorité non formelle du groupe villageois —, où le directeur de la coopérative cumule les tâches de fonctionnaire du gouvernement et de chef local.

L'auteur conclut en rappelant que les communes, qui sont avant tout des institutions économiques, devraient être capables de dépasser le cadre d'une politique et d'une idéologie.

Cet ouvrage, complété par deux annexes dont l'une donne quelques exemples de communes, et l'autre un exemple de répartition du revenu, est recommandé à tous ceux qu'intéressent les problèmes chinois.

V. CARRARD.

La dissertation économique [1]

La dissertation n'est pas le seul fait de la littérature ou de la philosophie; elle peut également constituer un excellent exercice pour la pensée et la construction du raisonnement dans le domaine des sciences économiques. C'est pourquoi M. P. Salles, professeur à l'Institut national des techniques économiques et comptables, a jugé utile de lui consacrer un livre. Le but de cet ouvrage, qui propose une technique et une méthode appuyées sur de nombreux exemples, est de démontrer la nécessité d'un entraînement méthodique et prolongé dans ce genre d'exercice.

[1] P. SALLES: *La dissertation économique.* Dunod, Paris 1967, 191 p.

La première partie, consacrée à l'étude de la technique de la dissertation économique, débute par une analyse des réactions du candidat en face du sujet et traite de la question de l'énoncé: l'auteur donne ici essentiellement des conseils, notamment la manière de maîtriser les émotions, la façon de bien comprendre les termes importants de l'énoncé, la manière de bien peser chacune des idées contenues dans le sujet. Il passe ensuite à l'étude des principes d'ensemble de la dissertation économique: aller au cœur du sujet et le circonscrire le mieux possible, faire preuve de cohérence, d'ordre et de progression, atteindre à l'objectivité, être précis, concis et clair. M. Salles aborde enfin l'exposé de la structure de la dissertation économique qui, comme de juste, débute par une introduction; celle-ci ne doit pas être abrupte ni trop longue, mais bien plutôt poser le sujet. L'exercice continue par le développement du sujet, qui est la partie centrale de la dissertation; celle-ci ne saurait cependant être rédigée sans l'aide d'un plan, dont l'auteur expose divers types, tels le plan dialectique, le plan par gradation, le plan inventaire, le plan comparatif. La conclusion est par définition la terminaison de la dissertation; cette conclusion n'est valable que s'il existe entre elle et l'ensemble du devoir un lien intime et profond; elle est un terme, un aboutissement et résume tout ce qui a été analysé dans le devoir. La préparation du sujet, notamment le choix de celui-ci, la recherche des idées, ainsi que la mise au net, dont les aspects essentiels sont la présentation et le style, sont étudiés en détail à la fin de la première partie de l'ouvrage.

Quant à la seconde partie du livre, elle présente des plans détaillés groupés par types; précédés d'une explication et d'une justification, ils représentent ce que l'on peut attendre des élèves ou des candidats.

Cet ouvrage, complété de deux annexes consacrées au vocabulaire économique et à divers sujets d'examen, sera utile aux élèves et professeurs d'université ou d'école secondaire commerciale.

V. CARRARD.

L'économie britannique: problèmes et perspectives [1]

Cette analyse des problèmes et des perspectives de l'économie britannique intéressera au premier chef le lecteur français. En effet, si la France et la Grande-Bretagne ont dans le passé suivi des voies différentes en matière de politique économique, les problèmes qui se posent actuellement aux deux pays et les efforts tentés pour les résoudre présentent d'incontestables analogies.

Il s'agit, au niveau de l'économie globale, de concilier l'obtention d'un taux de croissance rapide et soutenu avec l'équilibre des paiements extérieurs et, au niveau des structures économiques, de renforcer le potentiel de production national tout en augmentant son pouvoir d'adaptation aux circonstances nouvelles.

Dans la première partie de cet ouvrage, les auteurs présentent les problèmes-clés de la politique économique britannique tels qu'ils sont apparus au cours de la décennie 1950-1960 et développent d'abord les grands traits du malaise qui s'est fait jour progressivement dans le pays à partir de 1955 environ: on a pu observer en premier lieu une prise de conscience des insuffisances de la croissance de l'économie, prise de conscience qui a abouti à un mouvement d'autocritique ou au contraire de défense du statu quo, ce mouvement

[1] JOHN et ANNE-MARIE HACKETT: *L'économie britannique: problèmes et perspectives.* Armand Colin, Paris 1966, 219 p.

durant jusqu'en 1961. Les débats les plus sérieux se sont engagés dans les directions de la croissance, de la rigidité des comportements et de l'ère de l'opulence. C'est durant cette période que le Royaume-Uni appliqua notamment la politique conjecturelle dite du *stop-go,* consistant à freiner et stimuler tour à tour la croissance. Dans la suite de leur ouvrage, les auteurs étudient l'évolution de la balance des paiements depuis la guerre, le problème des importations et des exportations, les difficultés à résoudre pendant les années cinquante du fait du caractère de devise-clé de la livre sterling; ils passent ensuite à l'examen des déséquilibres régionaux, des politiques suivies pour les atténuer, font le bilan des réalisations et des critiques qu'elles ont entraînées. La deuxième partie du livre est consacrée à l'analyse des tendances nouvelles qui se manifestent, depuis 1961 approximativement, pour apporter des solutions aux problèmes posés précédemment. Parmi ces tendances, nous devons relever d'abord la première expérience de planification qui vit le jour, rappelons-le, sous un gouvernement conservateur, par la création du Conseil national de développement économique. Cette tentative constitue en fait, selon les auteurs, la manifestation la plus nette du renouveau de pensée observé en Grande-Bretagne depuis quelques années. Cette expérience devait cependant connaître un échec partiel causé par de nouvelles difficultés de la balance des paiements. Constatant cet échec et l'impossibilité d'une politique d'expansion, le nouveau gouvernement de 1964 prit la décision de renoncer au premier plan et en élabora un autre pour une période de six ans. L'examen de la structure actuelle des institutions de ce plan, les objectifs retenus, les contraintes d'ordre conjoncturel pesant sur leur réalisation sont présentés dans le chapitre sixième. La fin de l'ouvrage est consacrée notamment au problème de la politique des revenus, à l'étude du comportement des syndicats, aux politiques conservatrice et travailliste d'aménagement du territoire et à la modernisation des structures.

Les auteurs estiment, en guise de conclusion, qu'il est permis de penser que la participation à plus ou moins long terme à une ère de développement suffisamment vaste et dynamique — telle celle qu'offre le Marché commun européen — pourra apporter à l'économie britannique le stimulant et la discipline que requièrent ses objectifs.

La lecture de cet ouvrage est nécessaire si l'on veut mieux comprendre des phénomènes tels la dévaluation de la livre sterling, les mesures prises par les Etats-Unis pour sauvegarder leur économie, l'éventualité de la création d'une unité de monnaie internationale.

V. CARRARD.

Das Genossenschaftswesen in den Entwicklungsländern [1]

D'aucuns prétendent que la forme juridique de la coopérative est particulièrement adaptée à la promotion des économies en voie de développement. C'est l'avis de l'auteur qui, dans une introduction, nous présente les deux aspects que peut revêtir une telle forme, à savoir servir de moyen ou devenir le but de la politique du développement.

La première partie du livre est consacrée à l'histoire de la coopérative dans les pays en voie de développement. L'auteur y étudie l'influence du colonialisme sur le développement de la coopérative, les diverses formes qu'elle a adoptées en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

[1] A. GHANIE GHAUSSY: *Das Genossenschaftswesen in den Entwicklungsländern.* Verlag Rombach. Freiburg-im-Brisgau 1964, 341 p.

Dans la seconde partie, nous sommes introduits aux fonctions générales des coopératives dans les pays en voie de développement; l'idée même de coopération y est développée ainsi que les fonctions politiques, sociales et économiques de cette institution.

La troisième partie est consacrée à l'étude, notamment, des coopératives de production, de crédit, de consommation.

Quant à la quatrième partie de l'ouvrage, elle nous présente les problèmes posés par la politique de développement des coopératives, notamment l'esprit d'entreprise, le financement, la responsabilité, la dimension. L'auteur termine son livre en nous entretenant des relations entre l'état et les coopératives.

Il conclut en insistant sur le rôle prépondérant que peuvent jouer en cette matière les pays industrialisés.

Cet ouvrage sera utile à tous ceux qu'intéressent les problèmes des pays en voie de développement.

V. CARRARD.

Les communautés européennes et les relations Est-Ouest [1]

Cet ouvrage constitue le compte rendu d'un colloque qui a eu lieu les 31 mars et 1er avril 1966 à l'Institut de sociologie de l'Université libre de Bruxelles. L'objet de la réunion était de confronter les vues d'hommes de science et de praticiens, de l'Est et de l'Ouest, sur la problématique réelle des échanges Est-Ouest, compte tenu de ses inévitables prolongements politiques.

Après l'allocution d'accueil et l'introduction au colloque, le premier exposé qu'il nous est donné de lire est celui de M. Fernand Dehousse, membre du Parlement européen; la matière qu'il a choisi de présenter concerne les positions du Parlement européen à l'égard du commerce avec les pays de l'Est; ces positions avaient été énoncées en dernier lieu dans une très importante résolution votée à la session de mai 1965 et qui souligne que la politique commerciale commune devra inclure une solution du problème des relations avec les pays à commerce d'Etat.

Vient ensuite un exposé de M. Jean Rey, sur les échanges extérieurs de la Communauté économique européenne et les aspects particuliers des relations avec les pays de l'Est. Cet exposé nous apprend notamment que, depuis 1959, on assiste jusqu'en 1964 à une détérioration du rythme de développement du commerce de la CEE avec l'ensemble des pays de l'Est, bien que globalement celui-ci ait augmenté de façon sensible. La suite de l'exposé est consacrée à l'étude des obstacles actuels — notamment d'ordre politique — qui freinent le développement des relations commerciales entre la CEE et les pays de l'Est.

Dans les exposés qui suivent, nous pouvons relever ceux de M. Landa, de Prague, sur les aspects théoriques des rapports économiques entre l'Est et l'Ouest; de M. Roger, sur les problèmes du commerce entre pays à économie de marché et pays à économie planifiée; de M. Adamovic, qui étudie les implications de l'intégration économique régionale en Europe; de M. Kamecki, Varsovie, sur le problème des pays socialistes européens face à la CEE; de M. Monfils, sur les leçons de l'expérience acquise dans les relations commerciales entre la Belgique et les pays de l'Est; de M. Kamenov, qui traite certains problèmes

[1] *Les Communautés Européennes et les relations Est-Ouest.* Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles 1967, 166 p.

des relations de la Bulgarie avec les pays du Marché commun. C'est à M. Rifflet qu'il appartient de conclure ce colloque en relevant notamment le caractère éminemment souhaitable d'une extension des rapports commerciaux Est-Ouest, pour des raisons à la fois économiques et politiques. Des statistiques du commerce Est-Ouest, un protocole relatif au commerce intérieur allemand et aux problèmes connexes, ainsi qu'une liste des participants au colloque figurent en annexe à la fin de l'ouvrage.

C'est un livre qui intéressera tous ceux que touchent les problèmes des relations du Marché commun avec les pays de l'Est.

V. CARRARD.

REVUE ÉCONOMIQUE

Publication bimestrielle
avec le concours de la VIe Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes
et du Centre National de la Recherche Scientifique

Vol. XIX, n° 1 — Janvier 1968

Esquisse d'une comptabilité prévisionnelle de l'emploi . . . . . J. VINCENS et A. d'IRIBARNE
Vers une théorie unifiée des échanges internationaux . . . . . L.-A. VINCENT
Étude des taux d'intérêt en France de 1959 à 1964. . . . . J.-M. BONNET
Aspects économiques de la «surpêche» . . . . . P. ADAM

* * *

Les problèmes monétaires internationaux (à propos de l'ouvrage de R. MOSSE) . . . . . P. DIETERLEN
Chronique de la pensée économique en Italie . . . . . H. BARTOLI
Note sur l'histoire des travailleurs (à propos de l'ouvrage de M. DAVID). . . . . J. LHOMME

Le numéro	10 F
Abonnement (6 n°)	
France et Union française	55 F
Etranger	65 F

Abonnements: 103, bd Saint-Michel, PARIS Ve — C.C.P. PARIS 21335-25

Industrialization in the Middle East [1]

Ce livre correspond au besoin largement ressenti de posséder un ouvrage de référence qui présente les aspects et problèmes fondamentaux des diverses économies du Moyen-Orient, et qui fasse l'inventaire de leur développement industriel. L'analyse présentée dans l'ouvrage montre comment un marché potentiel de plus de 140 millions d'individus est mis sur l'orbite de la croissance industrielle moderne et comment une nouvelle « révolution industrielle » frappe actuellement le Moyen-Orient.

L'introduction par laquelle débute la première partie nous rapporte l'idée que se font le pessimiste, l'optimiste, le sociologue et l'historien de ces régions; elle étudie les problèmes de la redistribution des richesses, de l'aide économique et des politiques économiques appliquées dans l'entre-deux guerres. La suite de cette première partie couvre notamment les aspects suivants de l'économie du Moyen-Orient: les ressources humaines de l'industrialisation — urbanisation, enseignement, santé, gestion des entreprises — les ressources naturelles du Moyent-Orient — production agricole, minière, pétrolière; les voies de communications; le développement et l'industrialisation — planification industrielle, législation sur les investissements, types d'industrialisation, transplantation des entreprises, les ressources monétaires de l'industrialisation — marché et capital, investissement indigène et étranger, coopération régionale, assistance multilatérale — enfin, les dimensions financières, chapitre dans lequel les auteurs étudient les problèmes des plans de développement et leurs résultats, les instruments financiers, les structures des banques industrielles et de développement.

La seconde partie du livre traite en détail du développement industriel et de ses problèmes dans les pays suivants: Afghanistan, Chypre, Egypte, Ethiopie, Iran, Irak, Palestine et Israël, Jordanie, Liban et Syrie, Soudan, Turquie, Arabie Saoudite, Koweït, Libye, Yémen. L'étude de chacun de ces pays couvre les diverses branches d'industrie, l'énergie électrique, les mines et les structures industrielles, la législation, le rôle du gouvernement et de l'entreprise privée dans le développement industriel.

Complété par de nombreux tableaux, cet ouvrage représente une excellente contribution à l'étude des problèmes des pays en voie de développement et plus particulièrement du Moyen-Orient.

V. CARRARD.

Italy: A study in economic development [2]

Cet ouvrage ne prétend pas traiter de manière exhaustive tous les aspects du développement économique italien dans la courte période — les années cinquante. Il vise plus à approfondir certains problèmes fondamentaux qu'à analyser toutes les difficultés rencontrées par l'économie italienne.

Dans une première partie consacrée au problème italien, l'auteur nous expose le dualisme de l'économie italienne, caractérisée par la coexistence d'un secteur très développé, une fabrication de masse, un revenu par tête raisonnablement élevé, et d'un secteur « pré-

[1] GRUNDWALD et RONALL: *Industrialization in the Middle East.* Council for Middle Eastern Affairs Press, New York 1960, 394 p.

[2] VERA LUTZ: *Italy, a Study in Economic Development.* Oxford University Press. Londres 1962, 342 p.

industriel », fondé essentiellement sur le travail artisanal ou familial, un capital dérisoire et un revenu par tête très bas. Ce clivage, observé aussi bien au niveau de l'agriculture qu'à celui de l'industrie, donne à l'économie italienne un caractère bien propre et trace une frontière entre ce que l'on peut bien appeler « les deux Italies », le Nord et le Sud. Après avoir étudié la nature et les origines historiques de ce dualisme économique, l'auteur aborde l'analyse de certains aspects particuliers du processus de croissance dans ce genre d'économie, processus qui ne correspond ni au modèle des économies avancées, ni à celui des économies en voie de développement. Cette première partie se termine par l'exposé des développements du revenu national et du niveau de l'emploi au cours des années cinquante.

C'est au problème du Sud qu'est consacrée la seconde partie de l'ouvrage. L'auteur traite d'abord le cas du clivage entre le Nord et le Sud, expose la structure économique actuelle du Mezzogiorno et la politique de développement qui y est appliquée, politique caractérisée par l'intervention gouvernementale massive et la création d'institutions nouvelles telles la Cassa per il Mezzogiorno, qui reste l'un des instruments essentiels de la politique de développement de cette région. Les contraintes pesant sur une croissance harmonieuse, le cas du chômage déguisé dans l'agriculture, les divers moyens d'arriver à une solution acceptable, notamment l'émigration du sud vers le nord et des subventions plus élevées, sont étudiés à la fin de la seconde partie.

La dernière partie de l'ouvrage fait état d'un certain nombre de problèmes particuliers. L'auteur y aborde tour à tour: les structures agricoles, caractérisées par le type et la dimension des entreprises; le problème des salaires et des coûts de main-d'œuvre; le dualisme du marché du travail; le système fiscal, direct et indirect, les débuts de la réforme fiscale et le poids de la charge fiscale totale; la participation de l'Etat dans l'industrie par le moyen d'institutions telles l'IRI et l'ENI; le commerce extérieur et la balance des paiements; la politique monétaire enfin, caractérisée par un certain conservatisme.

Cet ouvrage, qui permet de faire un excellent tour d'horizon de l'économie italienne, sera apprécié des économistes et plus particulièrement de tous ceux qu'intéressent les affaires italiennes.

V. CARRARD.

L'industrie automobile et ses perspectives d'avenir dans le nouvel équilibre européen et mondial [1]

L'intégration économique européenne pose un certain nombre de problèmes nouveaux à toutes les entreprises qui s'occupent en Europe de la construction automobile. Les rapports de force sur les marchés européen et mondial apparaissent dans une nouvelle optique qui remet en question les positions acquises et même l'existence de certaines firmes.

Une nouvelle évolution de l'espace économique européen commence à se préciser, qui demande à toutes les entreprises une rapide adaptation. Celle-ci nécessite une connaissance précise de la structure et des conditions de concurrence dans la branche automobile.

L'ouvrage de M. Mahler contient une analyse approfondie de cette branche industrielle, au niveau des firmes et des pays producteurs, mettant en relief les conditions

[1] ED. MAHLER: *L'industrie automobile et ses perspectives d'avenir dans le nouvel équilibre européen et mondial.* Imprimerie de l'Ere Nouvelle S.A., Lausanne 1966, 350 p.

concurrentielles, l'évolution de l'offre et de la demande, l'état de la concentration horizontale et verticale.

L'intérêt majeur de ce livre réside dans l'étude des perspectives d'avenir. L'examen de la demande probable et des plans d'investissement et d'agrandissement des capacités productives a permis de déterminer les conditions d'équilibre pour les années à venir.

Après un aperçu historique dans lequel l'auteur nous décrit les débuts de l'industrie automobile et son développement, une première partie traite de la situation de celle-ci en Europe; il y étudie notamment les cas de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, de la Grande-Bretagne et de la Suède.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée à l'industrie automobile dans les principaux pays producteurs non européens, plus particulièrement le Japon, les pays de l'Est et les Etats-Unis.

L'ouvrage se termine par l'étude des perspectives d'avenir de l'industrie automobile européenne, l'analyse des marchés de l'AELE et de la CEE; dans sa conclusion générale, l'auteur nous entretient de la nécessité de faire face à la menace de crise pesant sur l'industrie européenne de l'automobile, décrit la dégradation du marché et propose une thérapeutique.

Cet ouvrage est complété par le compte rendu d'une série d'interviews des principaux responsables de cette industrie en Europe, entretiens qui reflètent leur opinion sur les problèmes auxquels ils doivent faire face dans la pratique. Le lecteur peut ainsi comparer le point de vue du praticien à celui que donne un examen théorique.

Ce livre présente donc un grand intérêt pour tous ceux qui touchent de près ou de loin à l'industrie automobile et que préoccupe l'avenir de l'Europe.

V. CARRARD.

Coopération internationale et développement économique [1]

Le présent livre est consacré à la grande évolution de l'économie mondiale; il étudie ce mouvement sur le plan concret de l'action de la communauté des nations telle qu'elle se traduit dans l'œuvre constructive des organisations internationales. L'objectif de l'auteur est de répondre à certaines questions cardinales qui se posent au sujet du rôle que ces institutions assument et peuvent assumer pour suivre le courant d'opinion favorable à l'expansion de l'aide multilatérale aux pays en voie de développement.

Le cadre politique dans lequel l'étude se situe est celui des institutions démocratiques et le postulat de valeur spécifique dont elle s'inspire est celui de l'égalité des chances sur le plan international. Tout en reconnaissant que le développement ne constitue pas un processus exclusivement économique, l'auteur examine au cours de cette étude uniquement ses aspects économiques, laissant à d'autres le soin de compléter le tableau en y joignant l'aspect social.

Après une introduction qui situe le sujet par rapport aux différents éléments dont il subit l'action, le titre I est consacré à l'assistance financière et aux diverses organisations multilatérales qui se spécialisent dans le financement international: l'auteur nous y présente notamment la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, la Société Financière Internationale — qui n'opère que dans les régions les moins développées du monde et ne finance que des entreprises dont l'objet principal est de nature

[1] E. E. PAPANICOLAOU: *Coopération inernationale et développement économique.* Librairie Droz, 8, rue Verdaine, Genève 1963, 356 p.

industrielle — le projet de création d'un fonds d'équipement pour le développement économique, l'Association Internationale de Développement, le Fonds Monétaire International et l'Accord Monétaire Européen, dont le but général est de maintenir le multilatéralisme intégral des échanges et la convertibilité. Le titre II a pour objectif l'étude des diverses formes de politique de coopération. Le rôle des études dans l'évolution de l'« économie du développement » y est notamment traité en détail. Deux chapitres, particulièrement importants, sont consacrés, l'un à la coopération commerciale et l'autre à la coopération économique et suivent une première partie où l'auteur analyse les modalités et les problèmes de la coopération technique. Le titre III présente des considérations techniques sur les aspects opérationnels de l'expérience acquise dans le cadre de l'action internationale: les questions d'ordre conceptuel, de caractère administratif et celles qui se rapportent à la méthodologie de l'assistance y sont tour à tour abordées.

Dans le titre IV, après avoir défini les domaines particulièrement névralgiques pour la mise en marche du processus du développement — rôle des ressources humaines et besoin d'une technologie nouvelle — l'auteur essaye d'analyser les dernières tendances qui se font jour en matière d'action internationale. Il est ensuite, dans le titre V, longuement question de l'intégration européenne et de ses incidences « régionales », qu'il s'agisse de zones d'un pays ou d'un territoire national tout entier.

Sans négliger les travaux spécialisés, l'auteur a fait un large usage de renseignements non publiés, ainsi que de son expérience personnelle acquise au service de l'action gouvernementale et intergouvernementale.

Il conclut son étude en formulant l'espoir que celle-ci réussira à montrer la noblesse de la cause du développement économique et à inspirer un enthousiasme nouveau pour la recherche dans le domaine de la coopération internationale.

V. CARRARD.